

# Pour une convergence des luttes contre le G20



La crise sociale devient de plus en plus visible même pour ceux qui réfutaient l'augmentation déjà criante des inégalités, de la précarité et de la misère. Alors que les travailleurs, les chômeurs, les citoyens, sont les premiers à souffrir de l'onde de choc due à cette crise économique gravissime, le gouvernement évite de prendre réellement en compte son ampleur et de mettre précisément en cause son origine.

Cette crise viendrait d'un ailleurs indéterminé ou aurait été causée par quelques financiers malveillants. Ce double détournement permet d'exonérer de leur responsabilité les politiques néolibérales méthodiquement appliquées depuis 30 ans, en France, en Europe et dans le monde et qui ont voulu faire de la rentabilité financière le seul objectif de l'économie, en se nourrissant de la stagnation des salaires, de l'augmentation du chômage, de la précarité, ainsi que de la marchandisation des services publics et de la protection sociale.

Cela n'empêche pas le gouvernement de persévérer dans ce délabrement, cyniquement baptisé « réformes » : éducation nationale, universités, hôpital public..., de répondre aux destructions sociales et écologiques en injectant massivement des fonds destinés pour l'essentiel à sauver les responsables de ces destructions, et de s'engouffrer plus encore dans une logique sécuritaire au nom de l'utilisation populiste de la victime, d'une criminalisation de la misère et même d'une stigmatisation du mouvement social.

L'Europe non démocratique qui s'est construite en dehors des peuples et sur la base idéalisée de la concurrence est bien entendu dans l'impossibilité de se transformer en une Europe de la coopération face à la crise ; elle nous montre le sinistre spectacle d'un désastre unitaire annoncé.

***Mais devant les injustices exacerbées par la crise,  
la colère monte aujourd'hui dans le monde :***

***« Nous ne paierons pas pour vos crises »***

Le 29 janvier a vu se rassembler une volonté revendicative multiple pour les services publics, l'emploi et les salaires et contre les inégalités et la misère générées par le capitalisme.

Même s'il faut bien sûr continuer à être ensemble pour que le début de ce grand mouvement se prolonge et s'épaississe afin que nous portions tous ensemble des éléments de remise en cause de ce système, il est également essentiel de favoriser la convergence internationale des mouvements d'indignation, afin de construire un rapport de force international qui seul peut s'opposer à ce système mutilant pour l'homme et pour la nature.

***Le G20 de Londres est l'occasion de constituer  
le premier temps fort de cette mobilisation mondiale***

En effet, un directoire autoproclamé baptisé le G20 va se réunir le 2 avril prochain à Londres. Il regroupe les maîtres penseurs du néolibéralisme plus quelques pays émergents et évincent les pays les plus pauvres qui sont pourtant sur la première ligne du cataclysme. Sous la férule des institutions financières, ces grands artificiers du désastre néolibéral prétendent encore décider du sort de la planète.

Le monde n'a pas besoin d'une « refondation du capitalisme » mais d'un projet de société alternatif qui se construise sur les bases des dimensions, démocratique, sociale, écologique et sur l'élargissement constant des droits fondamentaux.

***C'est pourquoi, à la suite du forum social mondial de Belém, nous demandons de :***

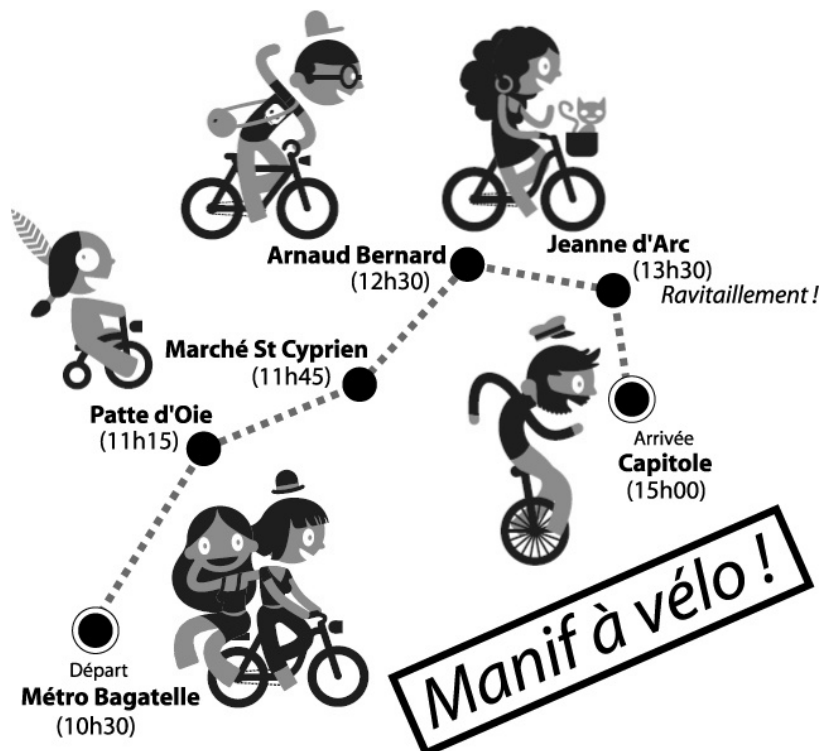
- Mettre les Nations unies, réformées et démocratisées, au cœur de la réforme du système financier.
- Etablir des mécanismes internationaux, permanents et contraignants, de contrôle des mouvements de capitaux.
- Mettre en œuvre un mécanisme global de contrôle public et citoyen des banques et des institutions financières.
- Interdire les fonds spéculatifs et les marchés de gré à gré, sur lesquels sont échangés les produits dérivés et autres produits toxiques hors de tout contrôle public.
- Eradiquer la spéculation sur les matières premières, à commencer par les produits alimentaires et énergétiques, par la mise en œuvre de mécanismes publics de stabilisation des prix.
- Démanteler les paradis fiscaux, sanctionner leurs utilisateurs (individus, compagnies, banques et intermédiaires financiers) et créer une organisation fiscale internationale chargée d'enrayer la concurrence et l'évasion fiscales.
- Annuler la dette insoutenable et illégitime des pays appauvris et établir un système responsable, démocratique et juste de financement souverain au service du développement durable et équitable.
- Etablir un nouveau système international de répartition des richesses par la mise en œuvre d'une fiscalité plus progressive au niveau national et par la création de taxes globales (sur les transactions financières, sur les activités polluantes et sur les grosses fortunes) pour financer les biens publics mondiaux.

***Nous affirmons que le G20 est illégitime pour débattre d'une autre organisation du monde, autant par sa composition, que comme responsable principal du chaos actuel.***

**Nous appelons les citoyens, les associations, les syndicats et les mouvements sociaux à nous rejoindre pour une journée de mobilisation internationale le 28 mars afin de créer un rapport de force citoyen en faveur d'un nouveau modèle et de combattre la prétention du G20 à remettre le monde sur des rails économiques qui nous renverront tôt ou tard dans le même mur.**

**Le 28 mars,  
Roulons contre le G20  
pour qu'il ne roule plus  
les peuples !**

*(à l'appel du Collectif Toulousain Contre la Mondialisation Libérale)*



**Pour plus de renseignements sur la journée du 28 mars 2009 :**

[www.attac-toulouse.org](http://www.attac-toulouse.org)